

Unité Bi-Départementale Eure Orne  
1, avenue Foch CS 50021  
27020 Évreux

EVREUX, le 11/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOFRASTOCK INTERNATIONAL**

Rue des Aérodromes  
27220 Saint-André-de-l'Eure

Références : UBDEO/ERC/23/374  
Code AIOT : 0005800942

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement SOFRASTOCK INTERNATIONAL implanté Rue des Aérodromes 27220 Saint-André-de-l'Eure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale entrepôt 1510 "post-Lubrizol".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFRASTOCK INTERNATIONAL
- Rue des Aérodromes 27220 Saint-André-de-l'Eure
- Code AIOT : 0005800942
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFRASTOCK est une société de prestations logistiques pour l'industrie automobile RENAULT.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	/	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Sans objet
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Sans objet
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Sans objet
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	/	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet
11	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	/	Sans objet
12	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet
13	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 2.5.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de faits non-conformes néanmoins des demandes et observations sont formulées :

1/ Concernant le sprinklage au bâtiment 16, **il est sous la responsabilité de l'exploitant de prendre attache auprès de son assureur et de sa société de contrôle de son installation d'extinction automatique (AXIMA) afin de traiter la remarque de l'assureur sur la présence d'open top limitant l'action du sprinklage** et de diminuer les risques d'incendie et de propagation à la source en ayant des modalités de stockages qui ne ralentissent pas l'efficacité du sprinklage tel qu'il est configuré (c'est à dire sans têtes de sprinklage in racks).

2/ L'inspection a constaté que la centrale sécurité du pôle chimique indiquait un système de détection "en dérangement" pour défaut du boîtier VESDA dans le bâtiment 30 . **Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection, au plus tard sous 1 mois, de la réparation de l'installation (documents à l'appui).**

L'intervention SIEMENS de janvier 2023 a concerné les détecteurs optiques notamment aux bâtiments 16, 17 et 18 (installations 1510) dont le système de sécurité est centralisé au bâtiment 24. L'opérateur a formulé un certain nombre de remarques.

**Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection, au plus tard sous 1 mois, de la réparation de l'installation (documents à l'appui) ou de la présentation d'un plan d'action.**

3/ **Il est rappelé à l'exploitant qu'il est sous sa responsabilité de mettre en place un plan d'action après chaque exercice incendie.**

4/ L'exploitant a transmis l'étude réalisée par le CNPP d'évaluation des effets thermiques en champ proche permettant d'appréhender à la fois les effets en limites de propriété du site (et donc sur les tiers éventuels) ainsi que les risques de propagation du feu par rayonnement thermique (dit effet domino) sur les bâtiments/installations avoisinants.

**A noter que pour certains scénarios, le CNPP établi que le risque de propagation du feu ne peut être exclu aux installations situées à proximité (sans toucher les tiers).**

**Il est sous la responsabilité de l'exploitant d'étudier ces risques de propagation et de prendre des mesures si cela s'avère nécessaire.**

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Documents administratifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un classeur qui comporte notamment la preuve de dépôt de la demande d'autorisation du 16/06/03, le dossier de demande d'autorisation et l'étude des dangers actualisée de 2014 ainsi que l'ensemble des rapports de l'inspection.  L'inspection a demandé le rapport de l'assureur qui chaque année procède à un audit du site. Il s'avère, dans le rapport d'audit du 12/01/23 que l'assureur a relevé un risque de propagation aux bâtiments 16 et 18 en cas de départ de feu dans l'entrepôt 16 à cause des configurations de stockage en boîte open top plastique qui ralentiraient l'action du sprinklage.  L'inspection a demandé le rapport semestriel de vérification du sprinklage du 11/01/23 (même période que l'audit assureur), en aucun cas la problématique boîte open top plastique n'est relevée par la société AXIMA. D'autres observations ou améliorations sont proposées, elles sont bien évidemment à prendre en compte pour réparation.
<b>Observations :</b> Il est sous la responsabilité de l'exploitant de prendre attache auprès de son assureur et de sa société de contrôle de son installation d'extinction automatique (AXIMA) afin de traiter cette remarque de l'assureur et de diminuer les risques d'incendie et de propagation à la source en ayant des modalités de stockages qui ne ralentissent pas l'efficacité du sprinklage tel

qu'il est configuré (c'est à dire sans têtes de sprinklage in racks).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant sa situation administrative, l'exploitant a fait parvenir par courrier du 17/12/20 l'inventaire de toutes les ICPE et IOTA du site afin de bénéficier de l'antériorité réglementaire.</p> <p>Ce courrier a été actualisé le 14/09/23 avec fourniture de l'identification des groupes d'IPD. Ainsi, le site est sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

Le sujet de l'état des stocks a été analysé lors de l'inspection du 7/12/22 où il avait été donné les constats suivants :

L'exploitant a mis au point un rapport informatique établissant d'une part :

- le poids des différentes matières combustibles stockées pour chaque entrepôt du site et ce, de manière hebdomadaire,
- la quantité en kg de matières dangereuses selon leurs mentions de danger pour chaque entrepôt/bâtiment et ce, de manière journalière.

Pour chaque entité géographique, un plan de localisation est disponible associé à l'état des stocks.

L'accessibilité des états des stocks est notifiée dans le POI.

L'exploitant a déclaré que ces rapports sont accessibles à toute heure et à distance dans un espace de stockage informatique partagé et sécurisé.

Les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses sont disponibles dans le logiciel mis en œuvre par le Groupe Renault et accessible au personnel autorisé.

Enfin, un recalage périodique est réalisé 2 fois par an (en juin et décembre).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par

rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.
Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un état des stocks qui permet de connaître la nature (classée en fonction des mentions de danger), le tonnage pour chaque nature identifiée ainsi que la localisation. Il est également fait mention des rubriques 4000.  L'exploitant a déclaré ne pas stocker de piles ni de batteries (batteries de véhicules électriques).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'exploitant est en capacité de présenter, par exemple pour le pôle chimique qui concerne les bâtiments 25, 26, 26bis, 27, 29 et DENIOS, une fiche synthétique avec la date de l'état de sortie de l'état des stocks, une photo aérienne localisant les n° des bâtiments, les mentions de danger avec les pictogrammes associés ainsi que les tonnages et ce, pour chaque bâtiment. Il y est également annoté la rubrique 4000 associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon



dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

**Constats :**

Concernant les conditions de stockages des matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, le site SOFRASTOCK s'appuie sur les règles de stockage du GROUPE RENAULT du document RPIHEALT20220042 Version 1.0. Ce document établit d'une part, un code couleur selon la nature du produit et son risque associé et d'autre part des règles de stockage propres à chaque couleur. Ainsi, par exemple, pour éviter des incidents ou accidents liés aux incompatibilités entre produits, il est préconisé de s'assurer qu'en cas de déversement accidentel d'un produit stocké, celui-ci ne se déverse pas sur un produit d'un code couleur différent.

Lors de l'inspection sur le site dans le bâtiment 29 du pôle chimique, il a effectivement été constaté les étiquettes de ces codes couleur au droit des bacs de rétention des produits.

A noter également que les bases et les acides sont stockés dans 2 bâtiments distincts, le 25 pour les acides et le 29 pour les bases.

L'état des stocks du pôle chimique indique que le bâtiment 29 est concerné par le stockage de 2,2 tonnes de gaz et aérosols inflammables.

L'inspection s'est rendue dans le bâtiment 29 pour y constater les conditions de stockage :

- les aérosols ne sont pas stockés dans une cellule dédiée,
- néanmoins, l'inspection a constaté la présence d'une séparation physique avec les autres stockages (grillage),
- le grillage est sur toute la largeur du local et est tendu jusqu'au plafond (dans la limite de passage des fermes de la charpente),
- la porte principale d'entrée dans ce local était fermée et comporte un affichage informant de l'obligation de maintenir cette porte fermée,
- par contre, la porte au bout du local en fond de bâtiment (allée d) n'était pas fermée, ce constat a été notifié à l'exploitant en séance.

L'exploitant a convenu que cette porte aurait dû être fermée et s'est engagé en séance à mettre en place une procédure.

Il a effectivement été présenté par mail du 03/10/23, une "leçon ponctuelle" sur l'obligation de fermeture de cette porte dans laquelle il est précisé que la bonne fermeture de cette porte doit être vérifiée 2 fois par jour. 3 personnes ont suivi cette formation et signé le document.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.  [En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.  La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,  - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.  Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
<b>Constats :</b> Le pôle chimique (bâtiments 26, 26bis, 25, 27, 29 et DENIOS) n'est pas équipé de sprinklage ni les bâtiments 21, 22 et 23.  Dans le bâtiment 29, l'inspection a pu constater (en procédant par sondages) : - le respect de la limitation à 5 m de la hauteur maximale de stockage des matières dangereuses liquides (ici liquides inflammables).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.  Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.  Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
<b>Constats :</b> Sur déclaration de l'exploitant : absence de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) en contenant fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 l.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
<b>Constats :</b>

Le contrôle des installations de détection du site est assuré par la société SIEMENS.  
Les dernières interventions de la société SIEMENS datent du 29/08/22 et 02/01/23.

L'intervention d'août 2022 a concerné notamment le système de détection par aspiration de marque VESDA au droit du bâtiment 29 du pôle chimique pour laquelle aucune anomalie n'a été relevée par la société SIEMENS.

L'inspection s'est rendue dans le bâtiment 29 et a pu constater le boîtier VESDA.

Un test réel d'alarme sonore a été réalisé avec succès : alarme audible, appel du poste de garde pour levée de doute et voyant allumé à la centrale sécurité du pôle chimique (voyant "évacuation générale" du bâtiment 29).

Par contre, au cours de ce test, l'inspection a constaté que la centrale sécurité du pôle chimique indiquait un système de détection "en dérangement" pour défaut du boîtier VESDA dans le bâtiment 30 (stockage de produits pour l'activité conditionnement de pièces pour l'après vente : pièces métalliques / plastiques dans des emballages métalliques ou carton et rouleaux de mousse pour la protection des chants des pare-brises).

Interrogé, l'exploitant a répondu qu'il avait détecté un filtre défaillant.

**Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection, au plus tard sous 1 mois, de la réparation de l'installation (documents à l'appui).**

L'intervention de janvier 2023 a concerné les détecteurs optiques notamment aux bâtiments 16, 17 et 18 (installations 1510) dont le système de sécurité est centralisé au bâtiment 24.

A noter que l'opérateur a signalé à son arrivée sur le système du bâtiment 24 une alarme feu et un manque d'eau pour le sprinkleur bâtiments 17 et 18.

Des observations ont été relevées dont :

- la nécessité de mettre à jour les plans d'implantations et les affichages au droit de chaque détecteur et déclencheur manuel,
- l'absence de vérification de certains détecteurs incendie notamment 2 au-dessus des bureaux qualité du bâtiment 16,
- le conseil de renouveler les détecteurs optiques datant de 2007 (préconisation de renouveler tous les 6 ans).

**Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection, au plus tard sous 1 mois, de la réparation de l'installation (documents à l'appui) ou de la présentation d'un plan d'action.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au

débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation

**Constats :**

Pour rappel, les besoins en eau du site ont fait l'objet d'une remise aux normes sur le site. En effet, l'exploitant a procédé à la mise à jour de son besoin en eau incendie sur la base du guide pratique D9 d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie. Il s'avère que ce sont les bâtiments 16-17-18 (pris ensemble) qui nécessitent le besoin le plus important qui s'élève à 825 m<sup>3</sup>/h par conséquent, un débit de 720 m<sup>3</sup>/h est retenu forfaitairement soit un besoin en eau pour 2 heures de 1440 m<sup>3</sup>.

Pour ce faire, l'exploitant a mis en place une réserve d'eau souple aérienne de 1500 m<sup>3</sup> (dimension L 43,8 m, l 23,70 m et h 1,6 m) ainsi qu'un poteau d'aspiration et 2 groupes motopompe de 720 m<sup>3</sup>/h.

Ce réseau alimente les 22 poteaux incendie internes au site.

Le 4 avril 2023, la société BEDRICH a procédé à un contrôle en simultané des poteaux incendie n° 11, 12, 13, 14 et 18 (poteaux en proximité des bâtiments 16, 17 et 18), le débit simultané a été mesuré à 863 m<sup>3</sup>/h.

Par conséquent, l'installation respecte les nouveaux débits définis par l'application du Guide pratique D9.

Néanmoins, le réseau étant surpressé, il s'avère nécessaire que l'exploitant dispose de dispositifs fixes ou mobiles permettant de limiter la pression à 6 bars pour rendre utilisable le réseau par les moyens du SDIS.

En séance, l'inspection a demandé que l'exploitant s'équipe rapidement de détendeurs de pression.

Par mail du 03/10/23, l'exploitant a transmis le bon de commande signé du 21/09/23 à la société AXIMA pour 4 détendeurs de pression sur poteaux incendie.

Concernant les extincteurs et les RIA, ces derniers sont vérifiés chaque année par la société DESAUTEL.

Concernant le sprinklage, l'exploitant a fourni le contrôle semestriel réalisé par la société AXIMA le 11/01/23 qui fait état d'observations ou améliorations proposées.

Enfin, l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice incendie du 14/04/23 qui a concerné la simulation d'un feu de cabine d'un camion à quai. Des points faibles et points forts ont été relevés dont notamment dans les points faibles, l'absence de mise en confinement de la zone (obturateurs réseau non percutés) et le fait que l'état des stocks n'a pas été transmis bien que demandé.

**Il est rappelé à l'exploitant qu'il est sous sa responsabilité de mettre en place des plans d'action après chaque exercice incendie.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>– les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'échéance pour l'exploitant est au 31 décembre 2023. Ce dernier est informé de cette échéance et a déclaré être en cours de rédaction de son plan de défense incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 12 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une étude finalisée visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup>.

Néanmoins, par mail du 28 septembre 2023, l'exploitant a transmis son étude réalisée par le CNPP (version notée "projet" sur chaque page).

Les scénarios suivants ont été modélisés et comportent une évaluation des effets thermiques en champ proche permettant d'appréhender à la fois les effets en limites de propriété du site (et donc sur les tiers éventuels) ainsi que les risques de propagation du feu par rayonnement thermique (dit effet domino) sur les bâtiments/installations avoisinants.

PhD1 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 22 ;

PhD2 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 23 ;

PhD3 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 21 + auvent ;

PhD4 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 28 ;

PhD5 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 24 ;

PhD6 : effets thermiques générés par l'incendie généralisé des bâtiments 16/17 et 18 ;

PhD7 : effets toxiques des fumées générés par l'incendie généralisé des bâtiments 16/17 et 18 ;

PhD8 : effets thermiques générés par l'incendie généralisé des bâtiments 13 et 15 ;

PhD9 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 14 ;

PhD10 : effets thermiques générés par l'incendie des modules Denios ;

PhD11 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 29 ;

PhD12 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 25 ;

PhD13 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 27 ;

PhD14 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 26 ;



<p>PhD15 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 26 bis ; PhD16 : effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment 30.</p> <p>Il s'avère que les effets thermiques réglementaires à 8 kW/m<sup>2</sup> restent cantonnés au sein des limites de propriété.</p> <p><b>A noter que pour certains scénarios, le CNPP établit que le risque de propagation du feu ne peut être exclu aux installations situées à proximité.</b> <b>Il est sous la responsabilité de l'exploitant d'étudier ces risques de propagation et de prendre des mesures si cela s'avère nécessaire.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 13 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incident du 23 août 2023
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site a été concerné par un incendie sur un bac de déchet de carton le 23/08/23 à 18h36.</p> <p>L'exploitant a prévenu l'inspection par téléphone puis a transmis un mail le 31/08/23.</p> <p>Le feu s'est propagé aux autres bacs de déchets de carton accolés toutefois, il ne s'est pas propagé à la benne de 30 m<sup>3</sup> située à côté ni au bâtiment adjacent (bande de 10 m respectée). Il s'avère que certains pompiers ont rencontré des difficultés d'accès au site.</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant a souscrit au PHR (post hyper vision) du GROUPE RENAULT localisé sur Villiers-Saint-Frédéric. Ainsi, les agents en poste 24h/24h au PHR sont en mesure d'ouvrir à distance le portail pompier du site sur visionnage vidéo.</p> <p>De plus, lors de l'inspection objet du présent rapport, il a été demandé de matérialiser au sol l'accès pompier et de placer une pancarte. L'exploitant s'est exécuté et l'inspection a pu visualiser les installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet